

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF  
DE RENNES**

**N° 1903791**

---

M. G.

---

Mme Marie Thalabard  
Rapporteure

---

M. Dominique Rémy  
Rapporteur public

---

Audience du 18 novembre 2021  
Décision du 2 décembre 2021

---

49-04-01-01

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS**

Le tribunal administratif de Rennes,

(3<sup>ème</sup> chambre)

Vu la procédure suivante :

Par une requête, enregistrée le 5 juillet 2019, M. G. demande au tribunal d'annuler l'arrêté du 29 avril 2019 du maire de la commune de B. en ce qu'il a interdit l'accès à la parcelle xxxx n°1 à hauteur du plateau ralentisseur d'entrée d'agglomération de la rue de T..

Il soutient que l'arrêté du 29 avril 2019 est contestable tant sur la forme, puisqu'il n'a été ni publié, ni affiché et n'a fait l'objet d'aucune information ou concertation préalable, que sur les motifs qui le fondent dès lors que la sécurité d'accès à sa parcelle au niveau du ralentisseur d'entrée d'agglomération est optimale.

Par un mémoire en défense, enregistré le 8 juillet 2021, la commune de B. conclut au rejet de la requête et demande de mettre à la charge de M. G. le paiement d'une somme de 1 000 euros en application des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elle fait valoir qu'aucun des moyens soulevés par M. G. n'est fondé.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- le code général des collectivités territoriales ;
- le code des relations entre le public et l'administration ;
- le code de justice administrative.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

- le rapport de Mme Thalabard,
- et les conclusions de M. Rémy, rapporteur public.

Considérant ce qui suit :

1. Par arrêté du 29 avril 2019, le maire de la commune de B. (Finistère) a décidé d'interdire l'accès à la parcelle xxxx n°1 au niveau du plateau ralentisseur d'entrée d'agglomération de la rue de T., les conditions de sécurité n'étant plus assurées. Ce même arrêté précise que le second accès à cette parcelle, situé à proximité du talus mitoyen de la parcelle xxxx n°2, est maintenu et constitue désormais l'unique voie d'entrée et de sortie de celle-ci. Par la présente requête, M. G., propriétaire de la parcelle xxxx, demande l'annulation de cet arrêté.

Sur les conclusions à fin d'annulation :

2. En premier lieu, M. G. fait valoir qu'il n'a eu connaissance que tardivement de l'arrêté du 29 avril 2019, qui lui a été transmis par courriel seulement le 28 juin 2019, à la suite d'un échange oral avec l'adjoint au maire chargé de la voirie. Il ajoute avoir constaté que cet arrêté n'avait été ni publié, ni affiché. Toutefois, les formalités de publicité de l'arrêté contesté sont sans incidence sur sa légalité. Par suite, le moyen tiré du caractère irrégulier des conditions dans lesquelles le requérant a eu connaissance de l'arrêté du 29 avril 2019 doit être écarté.

3. En second lieu, le requérant expose que le maire de B. a pris l'arrêté litigieux sans l'avoir préalablement contacté et sans la moindre concertation. Toutefois, à supposer même que le requérant ait entendu soutenir que la décision litigieuse a été prise au terme d'une procédure irrégulière, aucune disposition légale ou réglementaire ni aucun principe n'imposait au maire d'organiser une consultation ou une concertation préalable avant de faire usage des pouvoirs de police qu'il tient des articles L. 2213-1 et suivants du code général des collectivités territoriales. Au demeurant, il ressort des pièces du dossier que le projet d'aménagement de la rue de T., sur laquelle se situe la sortie du champ du requérant, a fait l'objet d'une information dans l'édition n°18 du journal municipal, publié en juin 2018. Dès lors, le moyen tiré du défaut d'information ou de concertation préalable à l'édition de l'arrêté contesté doit être écarté.

4. En dernier lieu, aux termes de l'article L. 2213-1 du code général des collectivités territoriales, dans sa version alors en vigueur : « *Le maire exerce la police de la circulation sur les routes nationales, les routes départementales et les voies de communication à l'intérieur des agglomérations, sous réserve des pouvoirs dévolus au représentant de l'Etat dans le département sur les routes à grande circulation. A l'extérieur des agglomérations, le maire exerce également la police de la circulation sur les voies du domaine public routier communal et du domaine public routier intercommunal, sous réserve des pouvoirs dévolus au représentant de l'Etat dans le département sur les routes à grande circulation. (...)* ». Aux termes de l'article L.2213-2 du même code, dans sa rédaction applicable au présent litige : « *Le maire peut, par arrêté motivé, eu égard aux nécessités de la circulation et de la protection de l'environnement : / 1° Interdire à certaines heures l'accès de certaines voies de l'agglomération ou de certaines portions de voie ou réserver cet accès, à certaines heures, à diverses catégories d'usagers ou*

*de véhicules ; / 2° Réglementer l'arrêt et le stationnement des véhicules ou de certaines catégories d'entre eux, ainsi que la desserte des immeubles riverains ; (...). ».*

5. Sauf dispositions législatives contraires, les riverains d'une voie publique ont le droit d'accéder librement à leur propriété. L'exercice du droit d'accès des riverains à leur immeuble s'entend du droit d'entrer et de sortir de la propriété à pied ou en voiture, sans gêne ni risque anormal pour les autres usagers de la voie publique. Ce droit est au nombre des aisances de voirie. Par suite, dans le cas d'une voie communale, le maire, autorité gestionnaire de la voie en vertu des dispositions précitées du code général des collectivités territoriales, ne peut porter atteinte au libre accès des riverains à la voie publique, lequel constitue un accessoire du droit de propriété, que si cette mesure est justifiée par des motifs tirés de la conservation et de la protection du domaine public ou de la sécurité de la circulation sur la voie publique. Il appartient au maire de concilier les droits d'accès des riverains avec les nécessités de la circulation et du stationnement dans la commune.

6. Il ressort des pièces du dossier que la sortie de la parcelle de M. G., qui fait l'objet du présent litige, se situe dans un virage à la visibilité réduite et à l'intersection entre plusieurs voies, lesquelles sont de plus en plus empruntées en raison de l'urbanisation du bourg de la commune. Afin d'améliorer la sécurité routière et de limiter les conflits d'usage de la voirie, le maire de la commune a décidé de procéder à un aménagement de la rue de T. visant à réduire la vitesse autorisée, en limitant notamment le gabarit de la voie et en développant un cheminement réservé aux piétons et cyclistes. Constatant que la haie de l'un des riverains de la rue de T. entravait la visibilité des engins agricoles à la sortie du champ, ainsi que celle des véhicules qui quittent l'agglomération, mais également que la sortie d'engins agricoles sur une voie réservée aux mobilités douces engendrait un risque d'accident, le maire de la commune a préféré interdire l'accès à la parcelle xxxx depuis le ralentisseur d'entrée d'agglomération de la rue de T., tout en maintenant l'accès à cette même parcelle située à 120 mètres de distance qui offre une meilleure visibilité. M. G., dont l'accès à sa parcelle agricole est ainsi préservé, n'établit pas que l'accès depuis cette seule entrée présenterait des inconvénients ou des dangers pour les usagers de la voie publique. Au regard de ces éléments, M. G. n'est pas fondé à soutenir que le maire aurait fondé sa décision sur une appréciation erronée des conditions de sécurité de la circulation sur la rue de T.. Le requérant ne démontre pas davantage que cette décision ne serait pas proportionnée aux objectifs de sécurité routière, auxquels tendent les dispositions précitées du code général des collectivités territoriales.

7. Il résulte de tout ce qui précède que les conclusions à fin d'annulation présentées par M. G. doivent être rejetées.

#### **DECIDE :**

Article 1<sup>er</sup> : La requête de M. G. est rejetée.

Article 2 : Le présent jugement sera notifié à M. G. et à la commune de B..

Délibéré après l'audience du 18 novembre 2021 à laquelle siégeaient :

M. Vergne, président,  
Mme Thalabard, première conseillère,  
Mme René, conseillère.

Rendu public par mise à disposition au greffe le 2 décembre 2021.

La rapporteure,

Le président,

*Signé*

*Signé*

M. Thalabard

G.-V. Vergne

La greffière,

*Signé*

I. Le Vaillant

La République mande et ordonne au préfet du Finistère en ce qui le concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun, contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.